



DLO:ARÉTÉ VOLÉ NOU !

Victorin LUREL, Laurent BERNIER, Marcelle PIERROT et Jacques GILLOT, tous aux ordres des multinationales notamment VEOLIA, veulent créer une « nouvelle » entité de gestion de l'eau en ressuscitant un mort: le SIAEAG (Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau et d'Assainissement de la Guadeloupe) et en passant des conventions avec les multinationale (VEOLIA-Générales des eaux, BNP Paribas et BPCE-CGSP et GELSENWASSER-Nantaise des Eaux).

En un mot, ils veulent nous faire avaler le même plat en le présentant autrement. Encore une fois, nous nous situons dans le jeu des combines entre copains et coquins. Pas étonnant car depuis tantôt les élus guadeloupéens ont largement magouillé avec ces multinationales pour pomper notre argent.

Arété pran Gwadeloupéyen pou kouyon. On pourra toujours mettre du rouge à lèvres à un cochon, ce sera toujours un cochon.

Les élus ont délibérément confié la gestion de notre eau à des *asasou* qui ne se préoccupent nullement ni de la santé, ni du bien être, ni de la qualité de vie des Guadeloupéens.

Les multinationales gèrent l'eau pour leurs propres intérêts et ceux des élus et cela en contrepartie du financement d'une campagne électorale, de la construction d'un bâtiment, d'un voyage ou d'une caisse de champagne.

Le prix payé par l'usager couvre les frais liés à la production, à l'entretien, à la maintenance des réseaux, à l'investissement, à la distribution, à la qualité et à la rémunération des travailleurs et on nous annonce qu'il faudrait 300 millions pour remplacer les canalisations pourries.
Alors : OLA LAJAN LA PASÉ ?

La question gêne et les élus refusent d'aborder ce sujet car beaucoup ont mangé et mangent encore dans la bassine et cela sur le dos des Guadeloupéens.

Aussi, pénurie, coupure, restriction, qualité douteuse, prix exorbitant, réseau défaillant, prix différents, ... sont la conséquence de la *pwofitasyon* de trois multinationales (VEOLIA-

Générales des eaux, BNP Paribas et BPCE-CGSP et GELSENWASSER-Nantaise des Eaux) sur la production de l'eau en Guadeloupe et cela avec la bénédiction des élus qui tirent profit de ce système mafieux.

LKP REAFFIRME QUE REGLER LE PROBLEME DE LA GESTION DE L'EAU PASSE OBLIGATOIREMENT PAR LA MISE EN PLACE D'UNE GESTION PUBLIQUE DE LA PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION.

Une eau de qualité, à un prix juste, accessible à tous, à tout moment, et préservant l'intérêt général, cela n'est possible que dans le cadre d'un établissement public de production et de distribution de l'eau sans délégation de service public confiée aux multinationales.

- **FAIRE DU SIAEAG UNE STRUCTURE UNIQUE RELEVE DE L'IRRESPONSABILITE ET DE LA MAGOUILLE.**

- **METTRE EN PLACE UNE STRUCTURE UNIQUE SANS METTRE EN REGIE DIRECTE LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION DE L'EAU** revient à pérenniser un système mafieux qui profite aux actionnaires des multinationales et à certains élus véreux qui y trouvent des intérêts personnels. Sé poussa yo bizwen kontinyé épi YO .

LKP dénonce le complot kont GWADLOUP organisé par la Région, le Département, la Préfecture, le SIAEAG, tous à la solde des multinationales, pou kontinyé kouyonné é volé Gwadeloupéyen.

LKP EXIGE NOTAMMENT :

- La mise en œuvre d'un audit indépendant sur le service de l'eau dans toutes les communes de Guadeloupe ;
 - La mise en régie directe de la production et de la distribution de l'eau pour en finir avec la *pwofitasyon* et revenir à un prix juste et équitable ;
 - L'arrêt de toute délégation de service public et autres prestations de service public confiées aux opérateurs privés ;
 - Le transfert des salariés des opérateurs privés vers les régies de production et de distribution ;
 - La création d'un nouveau réseau de distribution sans augmentation ni du prix de l'eau ni des impôts.

ARÉTÉ VOLÉ GWDLOUPÉYEN - DLO LA SÉ TAN NOU !

LKP - Lapwent - 10.11.2014